

mars 1942. La plupart d'entre nous ont délégué une partie de leur solde à leurs épouses puisqu'on ne peut la déléguer à la banque directement. La déduction de l'impôt à la source à partir de septembre prochain, que le ministère des Finances entend imposer, ne manquera pas d'être pour bon nombre d'entre nous une cause de graves embarras. Bien peu d'officiers, à ma connaissance, n'ont pas réduit leur train de vie à sa plus simple expression et la plupart de ceux que je rencontre songent sérieusement à demander la permission de retourner à la vie civile, se jugeant incapables de se maintenir.

Beaucoup se sont engagés à acheter des obligations et des timbres d'épargne de guerre. Je ne demande pas une exemption totale, mais il est sûrement possible de leur accorder certaines exemptions, de leur trouver quelque chose qui soit soustrait à l'impôt. Je compte sur la sympathique considération du ministre à ce sujet.

L'hon. M. HANSON: L'amendement ne vise que le revenu du travail?

L'hon. M. ILSLEY: Des femmes mariées, oui.

M. KUHL: Un mot seulement pour rattacher la nécessité de cette augmentation et de ces prélèvements aux principes fondamentaux. L'autre jour, en réponse à l'honorable député de Parry-Sound, le ministre des Finances a dit:

Il faut envisager la réalité. Ce n'est nullement une question d'argent, il faut considérer les choses et les gens. C'est élémentaire. Ceux qui pensent que c'est une question d'argent se trompent.

Je veux faire voir en peu de mots un point de vue réaliste. Le ministre, en sa qualité de conseiller financier du Gouvernement, le cabinet lui-même et le pays tout entier seraient beaucoup plus avancés si le ministre mettait en pratique les principes qui découlent de ses paroles. Il semble laisser entendre qu'après tout, l'argent est secondaire et, s'il s'agit simplement de trouver de l'argent, je conviens avec lui que c'est là une considération d'ordre secondaire. C'est la denrée la moins coûteuse au monde; on n'a pour se la procurer, qu'à prendre du papier et de l'encre. A cet égard, et si c'est là ce qu'il a voulu dire, je reconnais avec le ministre que l'argent est un objet d'ordre bien secondaire. Qu'il s'agisse des besoins du temps de paix ou de ceux du temps de guerre, j'accorde que ce sont les hommes et les matières disponibles qui constituent l'élément vital par excellence.

Quant à la nécessité de majorer l'impôt sur le revenu, tous conviendront, comme d'une vérité fondamentale, que ni le Canada, ni les autres dominions de l'Empire, ni aucune des nations unies ne pourront donner leur mesure à l'effort de guerre, si, à l'arrière, les ouvriers employés dans l'industrie ne jouis-

[M. Ross (St. Paul's).]

sent, à l'égal des soldats, d'une santé florissante. Chacun admet, je pense, que l'ouvrier industriel ou, en fait tout travailleur quelconque, ne peut faire de son mieux ou donner plein rendement que si son niveau d'existence lui permet de se maintenir en parfaite santé et de travailler le plus efficacement possible. Si quelque élément contribue à diminuer l'efficacité de l'ouvrier dans son travail de guerre, je déclare que cet élément, quel qu'il soit, fût-ce même une augmentation de l'impôt sur le revenu ou de n'importe quel autre impôt, nuit nettement à notre effort de guerre et constitue en réalité un élément de subversion. Si nous tenons à fournir le maximum d'effort dans tous les domaines de la production, nous devons sûrement commencer par ériger en principe d'accorder à chaque travailleur un revenu qui lui permette de donner son meilleur rendement. Ce budget est-il de nature à encourager pareille efficacité chez la plupart de nos ouvriers? A en juger par les observations de nombre d'honorables députés, les impôts que comporte ce budget ne donneront pas ce résultat. Nombre de contribuables se verront privés des services d'hygiène. Beaucoup devront même se passer du nécessaire et de ce qui contribue grandement au maintien de leur capacité de travail. Au point de vue pratique, le ministre devra sûrement admettre que, pour ce qui est des petits salariés, le budget n'est pas de nature à encourager un effort de guerre maximum.

Examinons encore ce budget au point de vue pratique. Comme l'a déjà dit le ministre et comme nous, dans cet angle, l'avons dit et répété, ce qui compte, ce sont la main-d'œuvre et les matières premières. Pourvu que nous ayons les hommes et les matériaux, nous n'avons rien à craindre. Personne, assurément, ne niera que nous ayons les moyens, les matériaux, les vêtements, les vivres et le couvert pour pourvoir au bien-être de nos travailleurs. Ces nécessités ne sont pas au delà de notre portée. Nous pouvons les produire puisque nous avons la matière première. Il ne s'agit que d'affecter à nos besoins domestiques tout ce que nous croyons pouvoir y affecter. Et sûrement nous ne pouvons nous payer le luxe d'affecter à notre niveau d'existence moins qu'il ne faut pour assurer à nos ouvriers une vie convenable.

Et dans le domaine financier, le raisonnement vaut toujours. Le présent budget aura pour conséquence d'aggraver fortement notre dette publique. A quoi se résume, au bout du compte, notre régime financier? C'est un simple système de comptabilité. Le débat d'hier et des jours précédents sur la monnaie nationale m'a paru très intéressant, mais j'estime qu'en ce qui concerne l'émission de monnaie nationale, on accorde trop d'importance à